

La manif pour tous. Au meeting de l'égérie branchée des anti-mariage pour tous, des parlementaires UMP mais aussi Stéphane Ravier (FN).

Frigide lave plus rose

Où est passé, J.-B., l'animateur du meeting de Frigide Barjot ? Il se précipite à la tribune. « Pardon me voilà ! Imaginez quand le petit J.-B. attendra ses deux papas à l'accueil... » rires dans la salle. Le voilà pardonné.

De son côté, Frigide Barjot, l'égérie branchée des anti-mariage pour tous, répond à la presse, passablement énervée par son direct sur France 3 et son présentateur « odieux ». Son objectif : « Obtenir le retrait d'une loi refusée par une majorité de français comme en 1984 sur l'école privée ou en 2006 avec le CPE. » Les Français n'ont-ils pas élu François Hollande ? « On peut commander le menu sans tout avaler », rétorque-t-elle. Déterminée à réussir une manifestation de grande ampleur le 24 mars sur les Champs-Élysées, même si les autorités menacent de lui interdire le parcours, Frigide Barjot veut faire pression sur le débat parlementaire qui, après le vote de l'Assemblée, va se poursuivre au Sénat à partir du 4 avril. Sa conviction : ouvrir le mariage et l'adoption aux couples de même sexe, « c'est ouvrir la porte à la procréation médicalement assistée et à la gestation pour autrui c'est ce que réclament le lobby pro-genre et le lobby LGBT. » Quant à elle, qui se revendique d'un mouvement spontané, ne s'appuie-t-elle pas sur un lobby catholique ? « Il n'y en a pas, un lobby défend des intérêts catégoriels, rien à voir avec une communauté de croyants. »

A ses côtés, Xavier Bongibault, lui-même homosexuel et fervent opposant au projet de loi, est là pour attester de la largesse d'esprit qui a cours dans le rassemblement dont Frigide Barjot a pris la tête. Le



Frigide Barjot était en meeting hier à Marseille. PHOTO STÉPHANE CLAD

code couleur bleu blanc rose de la Manif pour tous en est le symbole. « Bleu et rose c'est pour les garçons et les filles et puis le rose c'est sympa. C'est aussi le pink des gays », affirme Frigide Barjot. Mais quand les caméras s'éloignent, les couleurs virent bleu blanc brun avec Stéphane Ravier, tête de liste FN aux municipales de Marseille qui prend place dans la salle.

Un peu plus loin, André Bonnet, un juriste, glisse avant d'intervenir à la tribune : « Les journalistes parlent toujours des pays étrangers qui vont dans le sens du mariage homosexuel mais la

Hongrie par exemple est en train d'inscrire dans sa Constitution que le mariage c'est un homme et une femme. » La mesure fait en effet partie du virage autoritaire qu'imprime Viktor Orban à son pays.

Également présents : deux parlementaires et maires de secteur UMP Bruno Gilles et Dominique Tian. Le premier promet de déléguer la célébration des mariages de couples de même sexe, le second y procédera par respect de la « loi républicaine ». Mais Catherine Giner, adjointe UMP de Jean-Claude Gaudin les interrompt :

« Ça n'arrivera pas parce qu'on va gagner ! » Très mobilisée sur la question, elle met en garde contre « un changement de civilisation » et en tant que biologiste refuse que les médecins deviennent des « prestataires de services ». « Les enfants il vaut mieux les faire sous la couette que dans les éprouvettes. Ça marche mieux et ça coûte moins cher », plaisante-t-elle.

N'est-elle pas heurtée par la présence de Stéphane Ravier ? « Il est là à titre personnel tout comme moi, ce combat dépasse tous les clivages. »

L.P.

Tolérance

Commentaire

■ « Valérie Trierweiler a annoncé qu'elle serait témoin du premier mariage homosexuel, et bien je vous annonce que je serai témoin de la première union civile en mairie », lance Frigide Barjot en gage de son ouverture d'esprit.

« Au fond c'est sûr que de s'unir dans le bureau d'un juge c'est pas terrible. Je suis pour une union civile. Deux hommes qui s'aiment, qui vivent ensemble, ça va », ajoute-t-elle.

Une preuve indéniable de tolérance. Ni animosité, ni écarts de langage. Frigide Barjot juge d'ailleurs insupportable qu'on la suspecte d'homophobie.

Paul Claudel disait avec une élégance que ne renieraient pas certains de ses partisans présents hier.

« La tolérance il y a des maisons pour ça. »

Ce n'est pas son registre à elle, soyez-en sûr.

Mais ce que revendiquent les milliers de citoyens, homosexuels ou hétérosexuels, qui sont descendus dans la rue pour soutenir l'ouverture du mariage et de l'adoption à tous les couples, n'a pas grand chose à voir avec la tolérance.

Ils demandent l'égalité.

LÉO PURGUETTE

Roms. Quand le ministre de l'Intérieur prône le jetable, le Centre de ressources invite à chercher une solution durable.

Un social for'Roms contre la Valls des expulsions

■ Un forum d'information et de débat « pour rechercher ensemble des solutions justes et durables » autour de la situation des familles roms. Le Centre de ressources de Rencontres tsiganes annonce la couleur en invitant à une journée de réflexion au CRDP ce jour dès 9h : il prend la feuille de route du gouvernement à contre-pied. Avec Hollande, le changement attendu partout n'est pas au rendez-vous et surtout pas sur cette question : l'accueil des populations roms. Bien au contraire, dans de tout récents propos, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls,

n'ira pas par quatre chemins : il creuse les sillons tracés par Brice Hortefeux et promet de vives expulsions. Peu importe que leur vanité ait été dénoncée par les associations de soutien comme dans les rangs policiers, peu importe qu'elle ait été prouvée par près de 10 années d'exercice coûteux. Manuel Valls ne laisse pas de place au doute et continue sans hésitation le démantèlement démarré des camps de fortune où se réfugient les familles roms indigentes. C'est ces questions épineuses que le social for'Roms entend prendre à bras le corps. Dès 9 heures, les

portes du CRDP, 31, bd d'Athènes, s'ouvriront sur les inscriptions et une présentation générale de la journée. A partir de 10 heures la Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement dressera un bilan de son travail menée avec diverses organisations. Puis, suivra une présentation des différents sites où vivent des familles roms à Marseille, Gardanne Velaux et Aix. Après un repas partagé, des échanges participatifs animeront le débat.

M.G.

socialforroms@gmail.com et 07.86.96.65.22.

En bref

Haribo, nouveau round de négociations

En débrayage encore hier, consécutivement à l'intransigeance de leur direction refusant de prendre en compte leurs revendications dans le cadre des NAO, les salariés de Haribo ne désarment pas et ont obtenu un nouveau rendez-vous de négociations lundi matin. Conscients que la direction d'une entreprise qui marche ne considère pas celles et ceux qui la font tourner comme une richesse, ces salariés n'entendent pas fléchir et réclament un intéressement conséquent, à hauteur de 60 euros et une prime de participation. Avec 51 000 tonnes produites dans les deux établissements de la célèbre marque de bonbons en 2012, Marseille et Uzès, les 750 salariés

estiment que leur travail est la source principale des gains de l'entreprise. Agents de production et cadres ont débrayé quotidiennement pendant deux semaines successives, deux heures par poste pour mettre en évidence la notion de partage des richesses, idée qui fait son chemin dans tout le pays. Ils attendent donc beaucoup de cette nouvelle réunion et décideront, selon ses résultats, de donner suite à un mouvement qui touche 90% du personnel.

Rectificatif

Dans notre édition du vendredi 15 mars, nous avons présenté Marc Dufour comme président du directoire du Grand port maritime de Marseille. Que le principal intéressé et l'ensemble de nos lecteurs veuillent bien nous excuser de cette malencontreuse erreur. Marc Dufour est bien sûr président du directoire de la SNCM.